Ni Macron-Lecornu, ni Le Pen-Bardella !
Gouvernement ouvrier !

La société française est divisée : à un pôle, la bourgeoisie qui détient les entreprises et s'enrichit ; à un autre, la classe ouvrière, contrainte de travailler pour les capitalistes, qui s'appauvrit ; entre les deux pôles, on trouve des travailleurs qui restent indépendants et l'encadrement à qui le capital donne l'autorité sur le travail salarié. L'État est un instrument de la classe dominante mais qui a besoin de paraitre légitime aux yeux de la population. Le consensus est obtenu par l'illusion que la nationalité l'emporte sur les classes et par des consultations électorales au suffrage universel.

Or, les deux dernières élections législatives n'ont pas permis d'établir un gouvernement stable, car aucun parti politique de la bourgeoisie (RN, Ensemble, EELV...) n'a la majorité, ni la possibilité de constituer un bloc majoritaire, et que les partis ouvriers réformistes (LFI, PS, PCF) n'ont pas non plus les moyens d'imposer leur solution de secours (un gouvernement avec des partis bourgeois « progressistes » comme sous Blum, de Gaulle, Mitterrand, Hollande).

La situation est d'autant plus exaspérante pour la classe dominante que l'économie nationale ralentit, que la dette publique est considérable au moment où le capitalisme mondial vit une course aux armements en prévision d'un nouveau découpage du monde entre puissances impérialistes. Pour la bourgeoisie, il faut faire porter aux travailleurs le poids des dépenses militaires et policières, de la dette et de ses intérêts qui enrichissent une fraction du capital, s'attaquer plus encore aux services publics, rogner sur les salaires, les prestations sociales et les retraites.

En nommant premier ministre son fidèle Lecornu, ancien ministre du militarisme, Macron confirme qu'il veut maintenir le cap. Mais comment réussir là où Bayrou a échoué ? Ouvrir la discussion autour de la suspension (provisoire) du projet de suppression de deux jours fériés, autour d'une mise à contribution des très riches, mais qui doit rester cosmétique, et refaire le coup d'une nouvelle négociation avec les directions syndicales, sur la réforme des retraites, ou sur l'assurance chômage, ou sur les salaires, mais en restant bien entendu dans le cadre du capitalisme et de l'austérité défini par les gouvernements précédents et le Medef. C'est pourquoi Lecornu a immédiatement commencé la tournée des consultations des partis comme des chefs syndicaux. Roussel (PCF) a déjà rencontré Lecornu le 8 septembre.

Toutefois la tentative est fragile. Même la direction de la CFDT refuse de rouvrir le conclave. Du côté de la classe ouvrière, la colère monte et il devient plus difficile, dans ces conditions, pour les partis réformistes comme pour les bureaucraties syndicales, de s'associer au gouvernement Ensemble-LR-Horizons-MoDem.

Pour les travailleurs, la jeunesse scolarisée, il n'y a rien à attendre de ces manœuvres de pacotille. Il faut se débarrasser de Lecornu comme de Macron pour ne pas subir plus longtemps la dégradation continue des conditions de vie et de travail. Mais pas pour les remplacer par Le Pen, Bardella et Ciotti, qui donnent déjà des gages au Medef et ciblent la partie étrangère de la classe ouvrière pour la diviser.

Le 10 septembre, initialement appelé par un petit patron, une partie de la jeunesse, des travailleurs indépendants et une petite fraction de la classe ouvrière se sont mobilisées, mais sans aucune perspective claire. Des blocages de routes, des grèves dispersées, ne va pas surgir le rassemblement de toute la classe ouvrière en un seul bloc contre l'État bourgeois.

Le 18 septembre, l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-CFTC-UNSA-Solidaires-FSU appelle à une « journée d'action ». Elle prétend *« gagner des avancées »*. L'intersyndicale met en place la même tactique des journées d'action et des grèves reconductibles contre la grève générale qui a fait perdre au printemps 2023.

Pour la classe ouvrière, pour la jeunesse scolarisée, la seule voie efficace, c'est de débattre dans tous les lieux de travail, d'études et de vie, de préparer la grève générale contre tout budget antisocial, contre tout gouvernement bourgeois. Avec des comités de grève élus et mandatés par les AG, coordonnés et centralisés nationalement pour l'autodéfense de la grève et des manifestations, pour les revendications d'urgence, la grève générale posera la question du pouvoir, d'un gouvernement des travailleurs.

- Aucune concertation des organisations syndicales et des partis ouvriers traditionnels avec Lecornu ! Rupture de la cogestion dans les CA des groupes capitalistes, le Conseil d'orientation des retraites, etc. !
- Abrogation de la loi Macron-Borne contre les retraites et de la loi contre les chômeurs ! Augmentation et indexation des salaires, des retraites et des prestations !
- Interdiction des licenciements ! Baisse du temps de travail sans baisse de salaire ! Création de tous les postes nécessaires dans les services publics !
- Annulation de la dette publique ! Suppression des impôts sur la consommation populaire, suppression des cotisations sociales des salariés ! Impôt fortement progressif sur les revenus et les patrimoines !
- Fermeture des bases militaires à l'étranger ! Pas un euro pour l'armée ! Dissolution des corps de répression ! Armement du peuple !
- Fin de toute collaboration militaire et de fournitures d'armes à Israël ! Sortie de l'OTAN ! Indépendance pour la Kanaky !
- Gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !

12 septembre 2025